



**PRÉFET  
DU TARN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction  
départementale  
des territoires**

Service connaissance des territoires et urbanisme

Bureau planification

Affaire suivie par : Arnaud Aldiguier

Tél : 05 81 27 51 02

Courriel : arnaud.aldiguier@tarn.gouv.fr

Albi, le 01 AOUT 2024

Monsieur le président,

Par courriel du 26 juillet 2024, vous avez sollicité l'avis de la direction départementale des territoires (DDT) sur le projet de révision allégée n°3 du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) de la communauté de communes Centre Tarn.

Vous trouverez ci-dessous les observations de la DDT suite à l'examen du dossier.

### **1 – Objet de la révision allégée :**

Afin d'améliorer l'organisation scolaire sur son territoire, la communauté de communes Centre Tarn envisage la création d'un nouveau groupe scolaire sur la commune de Terre-de-Bancalié.

Pour mémoire, il convient de rappeler que Terre-de-Bancalié est issue de la fusion des 6 communes suivantes : le Travet, Ronel, Roumégoux, Saint-Antonin-de-Lacalm, Saint-Lieux-Lafenasse et Terre-Clapier.

L'implantation de cet établissement est prévue sur la parcelle n°D517 située sur l'ancienne commune de Roumégoux. Actuellement cette parcelle d'environ 9 000 m<sup>2</sup> est classée en zone agricole (A) soumise à des dispositions interdisant le projet.

La révision allégée n°3 a pour objet de faire évoluer le PLUI de façon à classer la parcelle n°D517 en zone constructible (AUC). L'intercommunalité souhaitant s'inscrire dans l'équilibre des espaces urbanisés et des espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF), une partie de la parcelle n°A0625 environ 9 100 m<sup>2</sup>, située sur l'ancienne commune de Ronel, actuellement en zone urbaine (UC) est restituée à la zone agricole en compensation de cette ouverture.

### **2 – Choix de la révision allégée :**

Au regard de son objet, le choix de retenir la procédure de révision allégée pour procéder à l'évolution nécessaire du document d'urbanisme est conforme aux dispositions réglementaires du code de l'urbanisme et notamment l'article L.153-34.

### **3 – Observations sur la notice de la révision allégée :**

- page 5 : il est écrit pour la révision allégée n°2 « *La délibération de prescription date du 13 avril 2021 et a été abrogée par délibération du 19 décembre 2023* ». En fait, c'est la révision allégée n°1 qui a été abrogée par la délibération du 19 décembre 2023. Il conviendra de corriger la notice sur ce point.
- de la page 14 à 18 sont présentés les risques connus sur le territoire (inondation, feu de forêt...) ainsi que les périmètres à enjeux environnementaux (site Natura 2000, zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique...). La notice n'indique pas si le projet est concerné par un des risques identifiés ou s'il porte atteinte à un des sites de protection de l'environnement recensés. Il conviendra de la compléter sur ces points.
- pages 47 et 48 : la notice examine le projet au regard de la loi Montagne. Il convient de rappeler que lorsqu'une commune nouvelle est créée par la fusion de plusieurs communes, le classement en zone de montagne est maintenu pour les parties de la nouvelle commune qui correspondent aux territoires des anciennes communes classées. Or sur les 6 communes qui ont fusionné, seules le Travet et Saint-Antonin-de-Lacalm étaient classées en zone de montagne. Par conséquent, le territoire couvrant l'ancienne commune de Roumégoux n'est pas concerné par la loi Montagne. La notice peut être allégée du chapitre relatif à ce point.
- page 50 : un décalage est observé dans le tableau des « Affectations des sols et destinations des constructions ». L'intitulé « Commerce et activité de service » ne correspond pas à une sous-destination mais est en réalité une destination. Il conviendra de lui attribuer les sous-destinations adéquates et de corriger la notice.

### **4 – Divers :**

Il est rappelé que la procédure de révision allégée n°3 a été dispensée d'évaluation environnementale dans l'avis rendu par la mission régionale d'autorité environnementale (MRAE) le 11 avril 2024.

L'article R.104-33 du code de l'urbanisation prescrit que : « (...) *la personne publique responsable (...), au vu de cet avis conforme, prend la décision relative à la réalisation ou non d'une évaluation environnementale* ».

Par conséquent, l'intercommunalité devra prendre une délibération décidant de ne pas réaliser d'évaluation environnementale pour la révision allégée n°3.

Je vous demande de bien vouloir joindre cet avis au dossier d'enquête publique. Enfin je vous rappelle que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint avec les personnes publiques associées, qui se tiendra le 10 septembre, devra aussi figurer au dossier d'enquête publique.

Je vous prie d'agréer, monsieur le président, l'expression de ma considération très distinguée.

Le chef du pôle urbanisme



Lionel Mader

Monsieur Jean-Luc CANTALOUBE  
Président de la communauté de communes Centre Tarn  
2 bis boulevard Carnot  
81 120 REALMONT